
le

Leader Humanitaire

Réflexivité, colonialité et l'approche « Do No Harm » : réflexions sur la subjectivité des travailleur.euse.s humanitaires

CARLA VITANTONIO



LE LEADER HUMANITAIRE

Réflexivité, colonialité et l'approche « Do No Harm » : réflexions sur la subjectivité des travailleur.euse.s humanitaires

PUBLICATION 049

SEPTEMBRE 2024

Profil de l'auteur.e

Carla Vitantonio

Carla Vitantonio est une professionnelle du secteur humanitaire et une chercheuse indépendante. Aujourd'hui, son travail se concentre sur l'axe de la décolonialité et du transfémisme comme possible moteur du changement au sein du secteur. Elle anime *Living Decoloniality*, un podcast qui partage et met en valeur les pratiques décoloniales à travers le monde et qui s'adresse aux praticien.ne.s et aux décideur.euse.s politiques. Elle est membre du conseil d'administration de l' Association internationale d'études humanitaires (International Humanitarian Studies Association) . En 2022, en reconnaissance de son importante contribution pour le secteur humanitaire, elle a été nommée Cavaliere dell'Ordine della Stella d'Italia. Elle vit et travaille à Cuba.

Remerciements

À travers nos recherches et dans l'élaboration de nos réflexions, nous nous appuyons sur le travail et les réflexions d'autrui et selon moi, les remerciements sont un moyen de souligner l'importance de l'interdépendance. Toutes les personnes que j'ai interviewées au cours des deux saisons de *Living Decoloniality* ont joué un rôle essentiel dans ma réflexion. Joshua Hallwright et Nazanin Zadeh-Cummings m'ont encouragée à explorer, de manières différentes, le lien entre les pratiques décoloniales, la positionalité et l'approche « Do No Harm » (Ne pas nuire). Mes collègues à Cuba, avec leur force et leur intégrité, inspirent mon action et ma recherche au quotidien.

Bureau de rédaction

The Centre For Humanitarian Leadership
Deakin University
221 Burwood Highway
Burwood 3125 VIC
Australia

Rédactrice en chef (version anglaise) : Phoebe Downing, Marian Abouzeid et Joshua Hallwright

Rédactrice en chef (version française) : Justine De Rouck

Éditrice de production : Cara Schultz

Traduction: Benoit Glayre et Isaline Doucot

Mise en page : Diana De León

ISSN: 2653-1011 (En ligne)

Vous trouverez ci-dessous la « Reconnaissance territoriale » faite par le Centre for Humanitarian Leadership et conservée dans sa version anglaise. La « Reconnaissance territoriale » est une manière de reconnaître, de respecter et de rendre hommage aux peuples des Premières Nations en tant que propriétaires traditionnel.le.s et gardien.ne.s permanent.e.s des territoires.

The Centre for Humanitarian Leadership acknowledges the Australian Aboriginal and Torres Strait Islander peoples of this nation. We acknowledge the traditional custodians of the lands on which we work. We pay our respects to ancestors and Elders, past and present.

Droits d'auteurs

Ces publications ont été préparées pour le Centre for Humanitarian Leadership. Les points de vue présentés sont ceux des auteur.e.s et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Centre for Humanitarian Leadership. Ces publications sont distribuées afin de servir à la discussion et n'ont pas été examinées par des pairs.

© 2024 par Carla Vitantonio. Tous droits réservés.

Image de couverture : Au Soudan, des femmes déplacées à l'intérieur du pays posent avec des kits de dignité, en 2023 © Save the Children

Abstract

Ce document est le fruit d'une réflexion sur la manière dont la promotion des pratiques de positionnalité et de réflexivité individuelles et institutionnelles pourrait améliorer l'efficacité de l'approche « Do No Harm » (Ne pas nuire) et comment adopter cette approche pourrait servir de déclencheur à une réflexion sur la colonialité, dont le secteur de l'aide humanitaire est imprégné. Plus précisément, nous examinons l'impact de la reconnaissance de la subjectivité des travailleur.euse.s humanitaires sur l'application de l'approche « Do No Harm » et la manière dont cela pourrait conduire à une remise en question plus profonde des pratiques, des dynamiques et des principes coloniaux. Dans la première partie, les concepts de positionnalité, de réflexivité et de colonialité sont présentés. Nous rappelons ensuite l'histoire qui entoure le principe « Do No Harm » et nous passons en revue ses diverses interprétations et identifions les principaux courants actuels. Par la suite, l'intersection entre la réflexion actuelle sur la subjectivité des travailleur.euse.s humanitaires et l'utilisation de l'approche « Do No Harm » est abordée. Dans la deuxième partie, j'explore la positionnalité et la réflexivité en tant qu'outils pouvant contribuer à remettre en question certaines des hypothèses coloniales qui se trouvent à la base du secteur humanitaire, en donnant un exemple à travers l'analyse du principe de neutralité. Enfin, je propose des suggestions pour l'application de la positionnalité et de la réflexivité dans les contextes humanitaires et de développement.

Pertinence pour le leadership

Ce document s'adresse directement aux responsables humanitaires de trois façons différentes. Premièrement, les pratiques de positionnalité et de réflexivité sont présentées comme des outils pertinents dans le cadre du leadership humanitaire. Deuxièmement, il propose un lien entre la reconnaissance de la subjectivité des travailleur.euse.s humanitaires et la pratique de l'approche « Do No Harm ». Enfin, ce document souhaite contribuer au débat actuel sur les questions de colonialité dans le secteur humanitaire, en donnant des exemples pratiques et des recommandations. Grâce à cet article, les responsables humanitaires auront la possibilité de revoir des concepts essentiels pour le changement au sein du secteur, et de remettre en question leurs propres pratiques de leadership à travers une analyse de la dynamique du pouvoir.

Yo soy un hombre común. De la misma forma pienso que, en realidad, los individuos, por muy peculiares que sean, nunca son algo especial o excepcional, puesto que, básicamente, son sólo eso: personas.

(...) Hablo de los demás a través de mí. Mis autorretratos no son una reafirmación de mi personalidad, no son el reflejo de un sujeto de características narcisista. Son sólo un pretexto para hablar de los otros, de esos seres, comunes y corrientes, de los cuales yo me siento paradigma.¹ –Peña González, 1996

Positionnalité, réflexivité et matrice coloniale du pouvoir

Je suis une professionnelle du secteur humanitaire et du développement. Je m'identifie comme une femme homosexuelle et migrante. J'ai grandi dans l'une des régions « sous-développées » et stigmatisées de mon pays, l'Italie. Je suis devenue une travailleuse humanitaire et de développement après une jeunesse passée à militer contre l'injustice sociale. Lorsque les gens me demandent les raisons d'un tel changement, je réponds que c'était une évidence pour moi, car j'ai toujours été intéressée par la façon dont le pouvoir est partagé dans le monde, par la façon dont ce partage est souvent injuste, et par la façon dont je peux contribuer à un changement positif. C'est exactement pour cette raison que j'ai toujours voulu comprendre comment les actions humanitaires et de développement pouvaient contribuer à renforcer ou à changer les dynamiques de pouvoir.

Je suis également convaincue que les êtres humains ont plus de points communs que de différences (Peña González, 1996), même si le système individualiste dans lequel j'ai grandi m'a poussée à croire l'inverse. C'est pourquoi je partage mes réflexions et mes pensées, non pas parce que je les perçois comme uniques, mais plutôt parce que je pense qu'elles pourraient être partagées par beaucoup d'autres.

Mes premières années en tant que travailleuse humanitaire m'ont appris que l'assistance humanitaire et la coopération au développement (dans ce document, j'utiliserai le terme générique de « secteur de l'aide ») peuvent nuire aux populations, accroître les conflits et les inégalités, et peuvent parfois consolider, plutôt qu'éradiquer, les structures inégales de pouvoir et la colonialité. J'utilise le mot « colonialité » - abréviation de « matrice coloniale du pouvoir » - en empruntant à Anibal Quijano (2000), académicien péruvien et à de nombreux autres après lui. Selon ce cadre, pendant la période

¹ Je suis un homme ordinaire. Et je pense que les individus ne sont jamais quelque chose de spécial ou d'exceptionnel, quelle que soit leur singularité, parce qu'au fond, c'est ce qu'ils sont : des personnes. (...) Je parle des autres à travers moi. Mes autoportraits ne sont pas une réaffirmation de ma personnalité, ils ne sont pas le miroir d'un sujet narcissique. Ils sont simplement un prétexte pour parler des autres, de ces autres êtres, communs et ordinaires, dont je me sens l'échantillon. (traduit par l'auteure).

coloniale, les occupant.e.s ont imposé non seulement leurs règles aux occupé.e.s, mais aussi leurs normes et structures sociales, ainsi que leurs façons de catégoriser le savoir, l'être humain et le monde. Ils.elles ont apporté et imposé leurs façons de voir et de vivre dans le monde, en essayant souvent d'effacer, et de manière violente, toute alternative possible.

Avec la lutte pour la liberté et la décolonisation, la majeure partie des territoires a été libérée, mais la façon de voir le monde qui en a découlé a persisté. C'est ce qu'on appelle la colonialité, et nous en sommes témoins tous les jours dans notre vie privée et publique.

Avec la lutte pour la liberté et la décolonisation, la majeure partie des territoires a été libérée, mais la façon de voir le monde qui en a découlé a persisté. C'est ce qu'on appelle la colonialité, et nous en sommes témoins tous les jours dans notre vie privée et publique.

Le secteur de l'aide est imprégné de colonialité. Il est né sur les ruines du colonialisme et nombreux et nombreuses affirment qu'il représente aujourd'hui une forme de néocolonialisme (Nkrumah, 1965 ; Ingiyimbere, 2017). Je me suis tournée vers l'approche « Do No Harm » car je souhaitais trouver des outils susceptibles de provoquer un changement, de provoquer une dynamique différente et de remettre en question la colonialité au sein du secteur : cet aspect est ensuite devenu un pilier de ma pratique en tant que chercheuse, praticienne, dirigeante et mentor. J'étais et je reste convaincue que l'approche « Do No Harm », si elle est correctement appliquée, peut atténuer les effets de la colonialité, voire conduire à des pratiques intéressantes de décolonialité.

Mais pour ce faire, l'approche doit inclure des pratiques de positionnalité et de réflexivité individuelles et institutionnelles.

Les concepts de positionnalité et de réflexivité sont largement adoptés par les études féministes, critiques et décoloniales, mais ils sont pratiquement absents des pratiques humanitaires.

La positionnalité « (...) fait référence à l'endroit où une personne se situe par rapport à ses diverses identités sociales (sexe, race, classe, ethnicité, capacité, situation géographique, etc.) ; la combinaison de ces identités et de leurs intersections façonne la manière dont nous comprenons le monde et nous nous y engageons » (Queens University, 2024). La positionnalité dérive de la reconnaissance de l'intersectionnalité. Nos identités complexes, ainsi que les relations de pouvoir et les désavantages qui en découlent, nous positionnent à un endroit spécifique du monde, et c'est depuis cette position

que nous agissons et observons le monde. La position est complexe et nous ne la contrôlons pas totalement.

L'ensemble de nos identités n'est pas visible pour les autres. Par exemple, dans mon cas, je pourrais m'identifier comme une personne ayant vécu l'oppression et la stigmatisation en raison de son appartenance à une culture minoritaire dans son pays et, pour cette raison, je pourrais me sentir légitime d'avoir un sentiment de « proximité » avec certain.e.s des participant.e.s aux projets que je coordonne. Cependant, en facilitant la livraison de produits non alimentaires à Cuba, dans le pays où je vis et travaille actuellement, je suis perçue comme une actrice extérieure et distante, une femme blanche, qui détient un passeport privilégié et qui détient le pouvoir de décider qui bénéficiera de l'aide et qui n'en bénéficiera pas.

La positionnalité n'est donc pas simplement la manière dont nous nous positionnons. Nous ne pouvons pas la limiter au schéma binaire trop simpliste « initié/extérieur » traditionnellement utilisé par de nombreuses ONGI lorsqu'elles examinent les différents accès que le personnel national et international peut avoir au cours des opérations. La position a beaucoup à voir avec la façon dont les autres nous positionnent. Certain.e.s identifient au moins trois types de positionnalité : « la positionnalité attribuée (comme c'est généralement le cas pour le genre) ; la positionnalité sélective (comme dans le cas de ceux.celles qui optent pour une position particulière) et la positionnalité imposée (où d'autres définissent de force la position, qu'elle réponde ou non à des critères subjectifs) » (Franks, 2002, p.43). Il convient également de mentionner que la positionnalité peut varier en fonction des contextes.

La réflexivité représente ce que l'on fait de sa propre position. Il s'agit du processus de prise de conscience auquel nous sommes soumis.e.s lorsque nous essayons de comprendre l'impact de notre position sur nos actions et le contexte dans lequel nous nous trouvons.

La réflexivité représente ce que l'on fait de sa propre position. Il s'agit du processus de prise de conscience auquel nous sommes soumis.e.s lorsque nous essayons de comprendre l'impact de notre position sur nos actions et le contexte dans lequel nous nous trouvons. Grâce à la réflexivité, nous décortiquons et comprenons les effets de notre position sur ce que nous faisons en tant qu'humanitaires. Certaines études considèrent que positionnalité et réflexivité sont synonymes (Massoud, 2022), mais je pense que la distinction entre les deux concepts facilite leur mise en pratique par les travailleur.euse.s humanitaires.

« Do No Harm », du secteur médical au secteur humanitaire

Dans le livre I des Épidémies, rédigé 400 ans avant J.-C., Hippocrate, considéré comme le père de la médecine dans les pays du Nord, dit : « Quant aux maladies, il faut prendre l'habitude de deux choses : aider, ou au moins ne pas nuire ». Cette mention de l'approche « Do No Harm » est traditionnellement considérée comme la première de l'histoire occidentale. Aujourd'hui, cette approche est largement présente dans des contextes transnationaux, y compris dans le secteur de l'aide humanitaire. Toutefois, il n'en a pas toujours été ainsi.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et la mise en place du système d'aide internationale, des générations entières de professionnel.le.s humanitaires et de développement ont évolué, rempli de bonnes intentions et d'internationalisme, mais avec très peu de conscience des impacts de leurs actions. Ils.elles pensaient que viser le « bien » serait assez pour produire une « bonne action ». Ces générations défendaient souvent, et de manière inconsciente, l'idée eurocentrique et coloniale que des concepts tels que le « développement » sont universellement véritables, et que seule une voie existe pour atteindre un tel développement – celle des pays du Nord. Ils.elles pensaient avoir la charge de sauver ceux et celles qui vivaient dans les pays « sous-développés » en leur apportant ce qu'ils.elles percevaient comme du « progrès ». Toutefois, ces progrès incarnaient des modèles sociétaux et économiques qui prenaient ancrage en Europe occidentale et en Amérique du Nord.

Le mode de vie et d'action du secteur de l'aide humanitaire repose sur un postulat implicite et pourtant central : une profonde conviction qu'il n'existe qu'un seul savoir universel, celui qui est produit dans les pays du Nord. Si nous suivons ce raisonnement, les habitants des pays du Nord sont alors les détenteur.rice.s naturel.le.s de ce savoir. Grâce à l'aide internationale, ils.elles peuvent partager ce qui leur appartient et qui, souvent, est absent dans les pays du Sud. Le savoir étant universel, la condition concrète du corps qui abrite le cerveau produisant des idées telles que le « développement », n'a ainsi pas d'importance.

Cette croyance a permis à des générations de travailleur.euse.s humanitaires de penser qu'en fournissant une aide humanitaire ou en encourageant des projets de développement, ils.elles pouvaient se considérer comme extérieur.e.s au contexte et que leur présence sur le terrain n'avait pas d'influence. Cette pensée est implicitement ancrée dans l'un des principes qui se trouve au cœur du récit humanitaire occidental : le principe de neutralité.

Mais toute connaissance est située (But all knowledge is situated) (Haraway, 1989). Ce que nous sommes et la relation que nous entretenons avec notre environnement ont une influence sur ce que nous pensons, sur la façon

dont nous le partageons et sur la façon dont le monde qui nous entoure le perçoit. Fournir de l'aide sans prendre en considération le pouvoir dérivant de nos identités peut avoir un effet négatif sur les pratiques d'aide, car le risque de confondre l'effort d'appliquer la neutralité avec la qualité soi-disant innée d'être neutre, est possible.

Ces considérations ajoutées aux rapports qui portent sur l'instrumentalisation de l'aide par les acteur.rice.s dans le contexte humanitaire et de développement ont conduit à la création du projet « Compétences locales pour le processus de paix » (Local Capacities for Peace Process), hébergé par le « Collaborative for Development Action ». Le projet a été créé « (...) pour apprendre comment l'aide et le conflit interagissent afin d'aider les travailleur.euse.s humanitaires à trouver un moyen de répondre aux besoins humains dans les situations de conflit et ceci sans alimenter le conflit » (Wallace, 2002, p. 480). Financé par des donateur.rice.s et des agences, il a débuté en 1994 et s'est déroulé en quatre phases : analyse d'études de cas (1994 - 1996), ateliers de retour d'information (1996 - 1998), mise en œuvre (1998 - 2000) et intégration (2001). Le processus a été largement documenté par une série de brochures rédigées par Mary B. Anderson à partir de 1996 et a donné naissance à un outil évolutif appelé « Do No Harm Framework ». Les agences d'aide ont depuis intégré ce cadre à différents niveaux. Aujourd'hui, « Do No Harm » est mentionné par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés comme l'un de ses principes fondamentaux, tandis que la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a publié en 2016 un manuel intitulé « Planifier de meilleures initiatives de programme - Do No Harm » (Operationalizing better program initiatives-Do No Harm).

L'approche « Do No Harm » : quelle application aujourd'hui ?

Le manuel « Do No Harm » est un produit pratique et accessible, disponible gratuitement en ligne, qui présente l'approche en sept étapes. La structure du manuel et les exemples qu'il contient montrent que les personnes qui l'ont développé ont essayé d'analyser tous les aspects et toutes les phases de l'aide humanitaire, et ceci le plus exhaustivement possible et dans une perspective « Do No Harm ». Des liens sociaux au contexte, en passant par la nature des programmes et des interactions, la méthodologie proposée s'intéresse à des aspects qui ne sont pas forcément évidents à première vue, tels que les choix liés aux ressources humaines ou les modalités de mise en œuvre. Par ailleurs, les auteur.e.s du manuel reconnaissent qu'il est en constante évolution, car il évolue en lien avec un contexte qui change rapidement.

Au cours des vingt dernières années, les acteur.rice.s de l'aide ont adapté le cadre, et aujourd'hui son utilisation peut être résumée en deux courants:

Le premier concerne principalement les donateur.rice.s, qui utilisent de plus en plus l'approche « Do No Harm »

pour responsabiliser leurs bénéficiaires : l'aide ne doit pas nuire aux communautés, ici, il s'agit des individus qui participent directement au projet, mais aussi de la terre et de l'environnement qu'ils.elles habitent. Dans le cadre de cet article, il convient de noter que les bénéficiaires de cette responsabilité ne sont pas les membres de la communauté qui participent au projet, mais les donateur.rice.s - ou, dans le cas des dons publics, les contribuables. Les bénéficiaires de ces subventions ne doivent pas nuire, car cela va à l'encontre des politiques des donateur.rice.s.

Dans certaines organisations, comme l'USAID, le personnel travaillant dans certains secteurs est dans l'obligation de soutenir les communautés et les actions LGBTIQ+, tandis que dans d'autres, comme la Commission européenne, le cadre « Do No Harm » est appliqué plutôt en matière de respect de l'environnement. Les donateur.rice.s intègrent également le principe « Do No Harm » dans leurs demandes d'analyse de conflit, en demandant aux organisations qui souhaitent mettre en œuvre des projets, d'analyser la manière dont l'action prévue pourrait interagir avec des éléments sociaux, politiques, économiques et environnementaux, et ainsi déclencher d'éventuels dommages involontaires. Pour compenser ceci, ces dernier.ère.s s'attendent également à la création de mécanismes et de mesures d'atténuation.

Cette approche présente des avantages considérables, notamment le fait que les donateur.rice.s exigent des indicateurs clairs mesurant la capacité à éviter de nuire. Toutefois, se concentrer sur les règles et les procédures existantes, plutôt que sur la valeur de chaque individu, présente un risque important : la perpétuation de croyances et de comportements paternalistes tout au long du cycle du projet.

Le deuxième courant est principalement lié aux praticien.ne.s qui envisagent l'approche « Do No Harm » sous l'angle de l'éthique. Ce courant comprend à la fois des réflexions sur la sauvegarde et la protection des participant.e.s au projet contre le harcèlement sexuel, l'exploitation et les abus (PSHEA), et des efforts pour examiner comment l'aide humanitaire modifie les relations de pouvoir au sein des communautés touchées et peut donc, si elle n'est pas fournie de manière appropriée, déclencher de nouveaux conflits.

Cette interprétation de l'approche « Do No Harm » s'est renforcée après 2016, lorsqu'un énorme scandale impliquant plusieurs organisations internationales non gouvernementales (OING) et agences des Nations Unies a mis en lumière des pratiques répandues d'abus et d'exploitation sexuels de la part du personnel des ONG et des Nations Unies parmi les participant.e.s aux projets. Cet événement a attiré davantage l'attention sur l'impact des dynamiques de pouvoir au sein des programmes d'aide au niveau individuel, et de nombreuses organisations ont mis en place des mesures telles que des sessions de formation obligatoires pour l'ensemble du personnel et des mécanismes de retour d'information et de plainte pour les personnes participant aux projets.

Positionnalité, réflexivité et « Do No Harm » : quelles opportunités ?

Je plaide pour des politiques et des épistémologies de la localisation, du positionnement et de la mise en situation, où la condition d'être entendu pour faire des réclamations rationnelles en matière de connaissance n'est pas universelles, mais partielle. Il s'agit de revendications qui portent sur la vie des gens. Je plaide en faveur de la vision d'un corps, toujours complexe, contradictoire, structurant et structuré, en opposition à une vision d'en haut, de nulle part, de la simplicité (Haraway, 1989, p.589).

Un troisième courant émerge en relation avec l'approche « Do No Harm » qui croise les deux premiers. Un nombre croissant de praticien.ne.s et d'universitaires voient dans l'approche « Do No Harm » quelque chose de plus qu'une simple analyse des sensibilités aux conflits, ou des outils que les agences exigent à des fins de responsabilisation. Ils.elles considèrent plutôt cette approche comme un principe vécu et directeur pour chaque professionnel.le, avant même que l'organisation des opérations ne commence. La question initiale qui a déclenché les travaux du processus « Capacités locales pour la paix » est la suivante : « Comment peut-on apporter de l'aide dans un contexte de conflit sans exacerber le conflit ? » (Wallace, 2002, p. 480). Cette question gagne en force et en nuance, et intègre une réflexion sur la subjectivité des travailleur.euse.s humanitaires et cette question devient alors: comment les professionnel.le.s humanitaires peuvent-ils.elles faire leur travail en tenant compte du poids de leur subjectivité par rapport aux membres de l'équipe, aux communautés et aux participant.e.s au projet ?

Avant d'aller plus loin et de proposer une façon de répondre à cette question, je ressens le besoin de clarifier mon objectif et mon point de vue. Lorsque nous abordons des sujets liés à l'éthique et à l'identité, nous prenons inévitablement le risque de tomber dans des conclusions normatives, telles que l'affirmation que certaines subjectivités sont, ou ne sont pas, adéquates pour travailler dans le secteur. Ce n'est pas l'objectif de ce travail. Je ne m'intéresse pas aux dichotomies, ni aux catégories binaires (Vitantonio, 2021), car je considère qu'elles ne sont utiles que lorsqu'il s'agit de simplifier et de réduire la réalité pour appliquer une loi ou entreprendre un traitement médical. J'estime qu'utiliser ces catégories binaires pour comprendre notre réalité fait partie de notre héritage colonial. C'est le développement du point de vue des colonisateur.rice.s. Se positionnant au centre du monde en oubliant que leur position n'est qu'une position parmi de multiples autres, les colonisateur.rice.s se sont identifié.e.s comme les seul.e.s êtres légitimes. Ils.elles étaient le « sujet », tandis que les autres étaient identifié.e.s comme « l'autre », ce dont ils.elles pouvaient disposer, pour leur richesse et leur plaisir. Les colonisateur.rice.s ont donc catégorisé le monde à travers cette juxtaposition fictive de concepts,

de qualités et d'êtres profondément interconnectés, tels que le bien/le mal, le rationnel/le primitif, l'homme/la femme, l'humanité/la nature.

Cette question gagne en force et en nuance, et intègre une réflexion sur la subjectivité des travailleur.euse.s humanitaires et cette question devient alors: comment les professionnel.le.s humanitaires peuvent-ils.elles faire leur travail en tenant compte du poids de leur subjectivité par rapport aux membres de l'équipe, aux communautés et aux participant.e.s au projet ?

Selon moi, la réalité est beaucoup plus diverse, complexe et compliquée que ces dichotomies, c'est pourquoi je ne souhaite pas diviser les professionnel.le.s humanitaires en deux catégories, la « bonne » et la « mauvaise ». Je m'intéresse plutôt à un processus qui dévoile et embrasse cette complexité, dans le but de contribuer à la réflexion et à la compréhension collectives. Je pense qu'en reconnaissant nos subjectivités et l'impact qu'elles ont sur notre travail, nous pourrions apprendre quelque chose de nouveau sur notre profession et sur la manière de l'exercer de manière respectueuse. L'objectif des pratiques que je vais maintenant proposer n'est pas de créer des travailleur.euse.s humanitaires parfait.e.s. L'objectif est d'être transparent sur notre humanité et nos imperfections, et d'utiliser cette transparence pour créer des ponts.

Nous pouvons maintenant revenir à la question, comment les praticien.ne.s peuvent-ils.elles réfléchir à leur subjectivité et à son impact sur leur travail et leurs actions ? Les pratiques de réflexivité constituent un outil puissant et simple à la fois. Les exercices de réflexivité se composent généralement de deux parties. Dans la première, chaque participant prend le temps, individuellement et en équipe, d'identifier, de déconstruire et de faire remonter à la surface sa position au sein du contexte professionnel. Il s'agit d'une première étape importante, qui aide chaque travailleur.euse humanitaire à prendre conscience du fait qu'il.elle n'est pas invisible. Cependant, se limiter à la reconnaissance de la positionnalité implique inévitablement une certaine forme d'essentialisme.

C'est pourquoi les exercices de réflexivité devraient comporter une deuxième phase. Une fois que les participant.e.s ont clarifié leur propre positionnalité, ils.elles doivent examiner comment elle interagit avec le contexte et le programme allant être mis en œuvre. Pour paraphraser Donna Haraway (1989), ce type d'exercice consiste à reconnaître son point de vue et la manière dont ce point de vue influence l'action que l'on va entreprendre.

Les pratiques de réflexivité sont de plus en plus populaires dans le monde universitaire (Harrington, 2022), et les déclarations de positionnalité font souvent partie des bonnes pratiques recommandées aux professeur.e.s. Une simple recherche sur les moteurs de recherche et dans les bibliothèques universitaires nous montre l'existence de nombreux articles, essais et documents axés sur la nécessité d'introduire ce type de réflexion dans les actions de développement et d'aide humanitaire afin de dévoiler et de mieux comprendre les dynamiques de pouvoir.

Cependant, les références à la positionnalité et à la réflexivité sont pratiquement absentes des documents disponibles en ligne produits par les acteur.rice.s travaillant dans le secteur, et ne constituent pas une praxis courante dans cet environnement de travail. Cela ne signifie pas que le secteur persiste dans la croyance naïve que la totalité des professionnel.le.s humanitaires ont le même pouvoir et le même accès. Il semble toutefois que lorsque leurs différences, leurs privilèges et leurs vulnérabilités sont reconnus, ils.elles sont généralement réduit.e.s à la dichotomie nord/sud et, de plus en plus, dans le cadre du débat croissant sur la décolonisation de l'aide, au personnel national par rapport au personnel international, à l'initié.e par rapport à l'étranger.ère.

Les références à la positionnalité et à la réflexivité sont pratiquement absentes des documents disponibles en ligne produits par les acteur.rice.s travaillant dans le secteur, et ne constituent pas une praxis courante dans cet environnement de travail.

Ces simplifications risquent d'ignorer au moins deux éléments. Le premier est que les travailleur.euse.s humanitaires sont, comme tous les autres êtres humains, soumis.e.s à des facteurs intersectionnels qui ne peuvent être réduits à leur passeport. Le second est la matrice coloniale du pouvoir, qui imprègne le secteur et les contextes dans lesquels l'aide est fournie. Les sociétés sont imprégnées de schémas coloniaux et ceci même au-delà des divisions géographiques. Ces schémas sont parfois tellement ancrés dans les habitudes, les processus, l'éducation et la culture que seule une analyse approfondie peut les dévoiler. Même lorsqu'ils sont dévoilés, ces mécanismes ne peuvent pas être facilement détruits, car ils font partie de notre façon d'être, notre façon d'habiter le monde. En d'autres termes, l'expérience subalterne consciente de la colonialité n'est pas un événement spontané qui se produit simplement parce qu'une personne ou une autre est née dans une culture subalterne. C'est davantage quelque chose qui doit être éveillé et déclenché par un processus (Mignolo, 2000), quelque chose qu'un nombre croissant de praticien.ne.s, d'activistes et d'universitaires appellent « décolonisation de l'esprit » (Van Dyke, dans Vitantonio, 2024). Une

analogie simple et claire peut être faite avec le féminisme. L'expérience nous a appris que pour être féministe et défendre la justice entre les sexes, être une femme biologique ne suffit pas et que le nombre croissant de femmes dirigeantes qui promeuvent des politiques opposées aux droits des femmes en est un bon exemple.²

La réflexivité comme exercice de décolonialité

Dans cet article, je suggère que l'examen des travailleur.euse.s humanitaires et de leur subjectivité pourrait être un élément important dans la mise en œuvre de l'approche « Do No Harm », et je propose la réflexivité comme un outil utile et accessible pour cet objectif.

Mais je suggère également que les exercices de réflexivité ont un pouvoir perturbateur. Si nous commençons à admettre que notre position dans le monde modifie la manière dont nous pouvons fournir de l'aide, nous remettons implicitement en question l'un des piliers de l'humanitarisme tel qu'il est conçu par le récit dominant et colonial des pays du Nord, à savoir le principe de neutralité. Affirmer que l'aide humanitaire est neutre implique l'hypothèse que nous, travailleur.euse.s humanitaires, pouvons nous extraire du contexte dans lequel nous travaillons et que nous regardons alors le monde en feu depuis le haut. Cela incarne la croyance eurocentrique et coloniale selon laquelle « nous » n'avons pas notre place ici, que nous appartenons à un endroit « meilleur », et que cet endroit « meilleur » est loin du conflit, de la catastrophe, de la crise humanitaire que nous essayons de résoudre. C'est l'endroit d'où « nous » exerçons un contrôle légitime, et l'endroit d'où nous venons pour créer un soi-disant monde « meilleur ». Pourtant, en réalité, dès que nous entrons dans un contexte, nous devenons le contexte, nous avons un impact sur le contexte et nous le transformons. Nos actions ne se produisent pas dans le vide, elles interagissent avec la vie d'autres êtres humains qui ont des pensées, des croyances et un pouvoir d'action.

Inclure des exercices de réflexivité dans nos pratiques de l'approche « Do No Harm » ne mettra certainement pas fin à la colonialité du secteur, mais cela permettra d'obtenir des résultats importants. Tout d'abord, comme nous l'avons expliqué plus haut, les pratiques réflexives remettent en question le récit colonial dont le secteur est imprégné. Elles le font en problématisant les croyances et les pratiques de beaucoup de professionnel.le.s et agences d'aide, qui pensent encore naïvement à notre travail avec la conviction d'être neutres. Deuxièmement, elles nous aident à reconnaître que les personnes en face de nous ne sont pas des objets passifs, en effet, nous sommes tous des sujets actifs avec nos propres peurs et nos propres espoirs.

² Voir, par exemple, l'élection de Giorgia Meloni en Italie: <https://www.opendemocracy.net/en/5050/giorgia-meloni-far-right-brothers-of-italy-election-prime-minister-racism-gender/>

S'il est vrai qu'un tournant décolonial dans l'aide n'est possible qu'en décolonisant l'esprit des travailleur.euse.s humanitaires, il s'agit certainement d'un pas significatif dans cette direction.

Les exercices de réflexivité devraient prendre en considération tous les facteurs susceptibles d'avoir un impact sur la dynamique du pouvoir, y compris le sexe, les capacités, l'âge, la religion, l'appartenance ethnique et la classe. Mais ils devraient également s'attarder sur les identités du point de vue de la matrice coloniale du pouvoir. Les questions utiles à se poser (liste non exhaustive) sont les suivantes : d'où vient mon savoir ? Quels modèles de leadership est-ce que je représente ? D'où vient mon éducation formelle et quelle est la part de cette éducation qui, de manière inconsciente, façonne mes actions et mes points de vue ? Est-ce que certaines de mes identités me confèrent-elles un pouvoir sur les autres en raison de l'héritage des pratiques coloniales ?

Les responsables du secteur de l'aide peuvent aborder la réflexivité sous au moins trois angles, l'un n'excluant pas l'autre. Tout d'abord, ils peuvent pratiquer la réflexivité comme un outil susceptible d'améliorer leur conscience de soi : cela peut les aider à comprendre les dynamiques de pouvoir, à lire des situations complexes et à prévenir des actions susceptibles de nuire à d'autres travailleur.euse.s participant à des projets. Cela peut également soutenir leur recherche de modèles de leadership décoloniaux et non patriarcaux. Deuxièmement, les exercices de réflexivité peuvent être proposés aux membres de l'équipe en tant que pratique individuelle, ce qui peut améliorer leur conscience de soi et leur lecture de l'espace dans lequel l'équipe évolue. Troisièmement, la réflexivité peut devenir une pratique courante au sein des équipes dans le but de renforcer la confiance et la cohésion. Dans ce cas, elle doit s'accompagner de moments collectifs de réflexion et se dérouler dans un espace sûr, distinct de l'espace d'évaluation des performances, afin que les membres de l'équipe aient le sentiment que cette pratique n'a pas d'incidence sur leurs performances. Les personnes formant l'équipe doivent également savoir qu'elles sont libres de partager leur expérience ; en effet, le travail sur la positionnalité dévoile notre vulnérabilité.

La position n'est pas quelque chose de figé ou de décidé à la naissance : elle change en fonction du contexte dans lequel nous vivons et agissons. C'est pourquoi la réflexivité est un exercice qui doit être pratiqué régulièrement et fréquemment, au moins au début de chaque projet ou lorsqu'une équipe subit des changements.

Conclusion

Ce document de travail est le résultat de mes recherches et pratiques personnelles. Selon moi, le secteur de l'aide humanitaire a encore un rôle à jouer afin de rendre ce monde meilleur, mais je pense aussi que si nous, professionnel.le.s de l'humanitaire, voulons être à la

hauteur des valeurs que nous défendons théoriquement, nous devons systématiquement promouvoir un changement à travers nos pratiques et comportements. Nous ne devons pas être les auteur.e.s d'un système injuste qui reproduit des schémas oppressifs et coloniaux.

Le secteur de l'aide humanitaire a encore un rôle à jouer afin de rendre ce monde meilleur, mais je pense aussi que si nous, professionnel.le.s de l'humanitaire, voulons être à la hauteur des valeurs que nous défendons théoriquement, nous devons systématiquement promouvoir un changement à travers nos pratiques et comportements. Nous ne devons pas être les auteur.e.s d'un système injuste qui reproduit des schémas oppressifs et coloniaux.

L'une des pratiques que je propose associe l'approche « Do No Harm » à des exercices de positionnalité et de réflexivité. Je considère qu'en pratiquant ces exercices, nous pourrions non seulement introduire dans notre travail une réflexion importante sur les relations de pouvoir, mais aussi faire remonter à la surface la colonialité qui est à la base de notre secteur.

Toutefois, je reconnais que prendre conscience n'est pas suffisant, pour parvenir à un changement, c'est cependant, une action essentielle au déclenchement de tout changement. La pratique de la réflexivité nous permettrait d'agir avec une conscience et des attentes différentes. Elle nous permettrait de reconnaître les nombreux facteurs intersectionnels qui déterminent le pouvoir et le désavantage de chaque acteur.rice jouant un rôle dans nos projets et nos programmes. Et finalement, cela déclencherait un processus d'analyse critique de certains principes fondamentaux qui informent et façonnent notre système.

En apprenant des chercheur.euse.s féministes décoloniaux.ales qui se sont éloigné.e.s de la présomption d'objectivité en embrassant la réalité de points de vue différents et uniques, nous pouvons nous éloigner de l'hypothèse naïve selon laquelle tout le monde est égal, simplement parce que ce n'est pas le cas. Au contraire, tout le monde est différent, et l'acceptation de la possibilité d'une coexistence des différences fait partie du tournant décolonial au sein du secteur. Ce n'est qu'en identifiant et en reconnaissant ces différences que nous parviendrons à promouvoir un secteur humanitaire fondé sur le respect et la justice et, peut-être, à nous débarrasser d'une partie de la colonialité dont le secteur est tant imprégné.

Bibliographie

- AA.VV. (2023). Minimum environmental requirements and recommendations <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/f6d2240b-2d94-11ed-975d-01aa75ed71a1/language-en>
- AA.VV. (2016). Operationalizing Better Programming Initiative – Do No Harm, https://www.ifrc.org/sites/default/files/2021-08/2016_OperationalizingBPI-DoNoHarm.pdf
- Anderson, M. (1996). *Do No Harm: Supporting Local Capacities for Peace Through Aid*, Cambridge, MA: Collaborative for Development Action, Inc.
- Anderson, M. (1999a). *Do No Harm: How Aid Can Support Peace–Or War*, Boulder, CO: Lynne Rienner.
- Anderson, M. (1999b). *The Implications of Do No Harm for Donors and Aid Agency Headquarters*.
- Anderson, M. (ed.) (2000). *Options for Aid in Conflict: Lessons from Field Experience*, Cambridge, MA: Collaborative for Development Action, Inc.
- Batliwala, S. (2019). *All about power*. <https://creaworld.org/wp-content/uploads/2020/07/All-About-Power.pdf>
- Bilgena, A., Narirband, A., Schöneberg, J., (2021). Why positionalities matter: reflections on power, hierarchy, and knowledges in “development” research, *Canadian journal of development studies*, 2021 Vol. 42, No. 4, 519–536 <https://doi.org/10.1080/02255189.2021.1871593>
- Crenshaw, K. (1989). Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, *Feminist Theory and Antiracist Politics*, University of Chicago Legal Forum: Vol. 1989: Iss. 1, Article 8.
- Davey, E., with Borton, J. and Foley, M. (2013). A history of the humanitarian system. Western origins and foundations, *HPG Working Paper*, June 2013.
- Escobar, A. (2007). Worlds and knowledges otherwise: The Latin American modernity/coloniality research program. *Cultural studies*, 21(2–3), 179–210.
- Franks, M. (2002). Feminisms and Cross-ideological Feminist Social Research: Standpoint, Situatedness and Positionality – Developing Cross-ideological Feminist Research. *Journal of International Women’s Studies* Vol. 3: Iss. 2, Article 3. <https://vc.bridgew.edu/jiws/vol3/iss2/3>
- Haraway, D. (1988). Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective. *Feminist Studies*, 14(3), 575–599. <https://doi.org/10.2307/3178066>
- Harrington, C., (2022). Reflect on your positionality to ensure students success, *Inside Higher Education*, <https://www.insidehighered.com/advice/2022/01/26/successful-instructors-understand-their-own-biases-and-beliefs-opinion>
- Ingijimbere, F. (2017). Humanitarian Intervention as Neocolonialism. *Domesticating Human Rights. Philosophy and Politics – Critical Explorations*, vol 4. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-319-57621-3_3
- Kwame, N., (1965). *Neo-Colonialism, the Last Stage of Imperialism*, Thomas Nelson & Sons, Ltd.
- Lokot, M. (2022). Reflecting on Race, Gender and Age in Humanitarian-Led Research: Going Beyond Institutional to Individual Positionality. Forum Qualitative Sozialforschung Forum: *Qualitative Social Research*, 23(2). <https://doi.org/10.17169/fqs-22.2.3809>
- London Lloyd, G., (1983). *Hippocratic Writings* (2nd ed.), London: Penguin Books. pp. 94
- Maldonado-Torres, N. (2007) On the coloniality of being, in *Cultural Studies* Vol. 21.
- Marshall W., (2002). The learning process of the Local Capacities for Peace Project, *Development in Practice*, Volume 12, Numbers 3 & 4. <https://www.jstor.org/stable/4029517>
- Massoud MF. (2022). The price of positionality: assessing the benefits and burdens of self-identification in research methods. *J Law Soc.* 2022; 49(Suppl. 1): S64–S86. <https://doi.org/10.1111/jols.12372>
- Mignolo, W. D. (2000). *Local Histories/Global Designs: Coloniality, Subaltern Knowledges, and Border Thinking*. Princeton University Press. <http://www.jstor.org/stable/j.cttq94t0>
- Peña Gonzalez, R. (1996). Texts. <https://rene-pena.com/textos/>
- Queens University website. (2024). Positionality Statement | Centre for Teaching and Learning (queensu.ca). <https://www.queensu.ca/ctl/resources/equity-diversity-inclusivity/positionality-statement#:~:text=Positionality%20refers%20to%20where%20one,incluing%20our%20knowledges%2C%20perspectives%2C%20and>
- Quijano, A. (2000). Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina, in *La colonialidad del saber: eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas latinoamericanas*. CLACSO. <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/se/20140507042402/eje3-8.pdf>

Oyěwùmí, O. (1997). *The Invention of Women. Making an African Sense of Western Gender Discourses*. University of Minnesota Press.

Thursby, G. (2024). Why is no one talking about safeguarding anymore? <https://www.bond.org.uk/news/2024/01/why-is-no-one-talking-about-safeguarding-anymore/>

Toshkov, D. (2018). The 'Global South' is a terrible term. Don't use it! <http://re-design.dimiter.eu/?p=969>

UNHCR. (undated). Humanitarian Principles. <https://emergency.unhcr.org/protection/protection-principles/humanitarian-principles>

Vitantonio, C. (2022). The relationship between language and neo-colonialism in the aid sector, *The Humanitarian Leader*, Working Paper 030, The Centre for Humanitarian Leadership, Melbourne, October 2022. <https://ojs.deakin.edu.au/index.php/thl/article/view/1661/1499>

Vitantonio, C. (2023). *Living Decoloniality*, practical examples of decolonial re-existence through the aid sector. <https://centreforhumanitarianleadership.org/research/publications/living-decoloniality-podcast/>

Yip, S. Y. (2023). Positionality and reflexivity: negotiating insider-outsider positions within and across cultures. *International Journal of Research & Method in Education*, 47(3), 222–232. <https://doi.org/10.1080/1743727X.2023.2266375>

Cette publication est rendue possible grâce au généreux soutien du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). Le contenu de cette publication engage uniquement la responsabilité de l'auteur et ne reflète pas nécessairement les points de vue d'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

